

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le VENDREDI 3 NOVEMBRE, à 17 h 04, le conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en SIXIÈME SÉANCE ANNUELLE, dans la salle du conseil municipal, sur convocation légale de la maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (séance clôturée à 19 h 33).

ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ (arrivée à 17 h 05, pendant l'appel nominal), Dominique TURPIN, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT (arrivée à 17 h 13, au rapport n° 23/6-001), Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE, Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE, Claudette CLAIN, Geneviève BOMMALAIS, Virgile KICHENIN, David BELDA, Fernande ANILHA, Christelle HASSEN, Éric DELORME, Jacqueline PAYET, Joëlle RAHARINOSY, Philippe NAILLET, Érick FONTAINE, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Arnaud HUGUET, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Alexandra CLAIN, Raihanah VALY (arrivée à 17 h 22, au rapport n° 23/6-002), Nouria RAHA, Julie LALLEMAND, Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY (arrivée à 17 h 09, avant l'examen des rapports), Noela MÉDÉA MADEN, Henriette BABET, Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY (arrivée à 17 h 08, avant l'examen des rapports)

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

| | | |
|--------------------------|---|---------------------------------|
| Ibrahim DINDAR | | par Gilbert ANNETTE |
| Karel MAGAMOOTOO | pour toute la durée de la séance | par Geneviève BOMMALAIS |
| Philippe NAILLET | à compter de son départ, à 18 h 43, au rapport n° 23/6-010 | par Jean-François HOAREAU |
| Gérard CHEUNG LUNG | | par Gérard FRANÇOISE |
| Aurélie MÉDÉA | | par Jean-Max BOYER |
| Jean-Pierre HAGGAI | pour toute la durée de la séance | par Noela MÉDÉA MADEN |
| Wanda YENG-SENG BROSSARD | | par Henriette BABET |
| Vincent BÈGUE | à l'arrivée de sa mandataire, à 17 h 08, après l'appel nominal | par Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY |

DÉSIGNATION DE LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé à la nomination du (de la) secrétaire de séance pris(e) dans le sein du conseil municipal. Audrey BÉLIM a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (42 présents sur 55) ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part aux délibérations portant sur les rapports dont la liste suit.

| Élus intéressés | en qualité de | au titre de la (l') | rapport n° |
|--|---|---|-------------------------|
| - Christelle HASSEN - Jean-Max BOYER - Jean-François HOAREAU - Gérard FRANÇOISE | délégués / Ville | NORDÉV | 23/6-003 |
| - Brigitte ADAME - David BELDA - Jacques LOWINSKY | délégués / CINOR (PDG de la SÉM) | | |
| - Éric DELORME - Julie LALLEMAND | délégués / Ville (titulaire) (suppléante) | ADIL | 23/6-004 |
| - Sonia BARDINOT | déleguée / Ville | CAUE | 23/6-005 et 23/6-006 |
| (*) Aurélie MÉDÉA (mandataire : Jean-Max BOYER) | partenaire | ARCV | 23/6-011 |
| - Arnaud HUGUET | vice-président | OMS de Saint-Denis | |
| - Gérard FRANÇOISE | mandataire / Département | SIDR | 23/6-024 |
| NORDÉV CINOR PDG de la SÉM ADIL CAUE ARCV OMS de Saint-Denis SIDR | Société d'Économie mixte du Développement du Nord de la Réunion Communauté intercommunale du Nord de la Réunion président directeur général de la Société d'Économie mixte Agence départementale pour l'Information sur le Logement Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Association réunionnaise des Centres de Vacances Office municipal des Sports de Saint-Denis Société immobilière du Département de la Réunion | | |
| (*) | élue absente / représentée | (le mandataire ayant voté en son seul nom propre) | |

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

| | | |
|--|---------------------------------------|--|
| Monique ORPHÉ | arrivée à 17 h 05 | pendant l'appel nominal |
| Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY | arrivée à 17 h 08 | |
| Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY | arrivée à 17 h 09 | avant l'examen des rapports |
| Sonia BARDINOT | arrivée à 17 h 13 | au rapport n° 23/6-001 |
| Raihanah VALY | arrivée à 17 h 22 | au rapport n° 23/6-002 |
| Christelle HASSEN Jean-Max BOYER Jean-François HOAREAU Gérard FRANÇOISE Brigitte ADAME David BELDA Jacques LOWINSKY (voir élus intéressés : NORDÉV) | sortis à 17 h 30 revenus à 17 h 37 | avant l'examen du rapport n° 23/6-003 après le vote correspondant |

| | | |
|--|---------------------------------------|---|
| Éric DELORME Julie LALLEMAND (voir élus intéressés : ADIL) | sortis à 17 h 37 revenus à 17 h 38 | avant l'examen du rapport n° 23/6-004 après le vote correspondant |
| Sonia BARDINOT (voir élus intéressés : CAUE) | sortie à 17 h 38 revenue à 17 h 40 | avant l'examen du rapport n° 23/6-005 après le vote du rapport n° 23/6-006 |
| Claudette CLAIN | sortie à 17 h 40 revenue à 18 h 36 | au rapport n° 23/6-007 au rapport n° 26/6-009 |
| Philippe NAILLET | parti à 18 h 43 | au rapport n° 23/6-010 en laissant procuration à Jean-François HOAREAU |
| Éricka BAREIGTS en laissant la présidence à Jean-François HOAREAU | sortie à 18 h 43 revenue à 18 h 52 | avant examen du rapport n° 23/6-011 au rapport n° 23/6-012 |
| Arnaud HUGUET (voir élus intéressés : OMS de Saint-Denis) | sorti à 18 h 43 revenu à 18 h 48 | avant l'examen du rapport n° 23/6-011 au rapport n° 23/6-012 |
| Jean-Pierre MARCHAU | sorti à 18 h 41 revenu à 18 h 52 | au rapport n° 23/6-010 au rapport n° 23/6-013 |
| Éric DELORME | sorti à 18 h 52 revenu à 18 h 59 | au rapport n° 23/6-013 au rapport n° 23/6-015 |
| Monique ORPHÉ | sortie à 18 h 52 revenue à 19 h 13 | au rapport n° 23/6-013 au rapport n° 23/6-019 |
| Christelle HASSEN | sortie à 18 h 57 revenue à 19 h 02 | au rapport n° 23/6-014 au rapport n° 23/6-016 |
| Marie-Anick ANDAMAYE | sortie à 19 h 04 revenue à 19 h 07 | au rapport n° 23/6-016 au rapport n° 23/6-017 |
| Yassine MANGROLIA | sorti à 19 h 13 revenu à 19 h 26 | au rapport n° 23/6-019 au rapport n° 23/6-027 |
| David BELDA Joëlle RAHARINOSY | sortis à 19 h 14 revenus à 19 h 15 | au rapport n° 23/6-020 au rapport n° 23/6-021 |
| Gérard FRANÇOISE (voir élus intéressés : SIDR) | sorti à 19 h 20 revenu à 19 h 21 | avant l'examen du rapport n° 23/6-024 après le vote correspondant |
| Sonia BARDINOT | sortie à 19 h 21 revenue à 19 h 24 | au rapport n° 23/6-024 au rapport n° 23/6-027 |

OBJET **Société Publique Locale "Oser pour l'Education" (SPL Opé)**
Rapport du délégué pour 2022

Ce présent rapport a pour objet de présenter le rapport du concessionnaire, la Société publique locale « Oser pour l'Éducation » (SPL Opé), produit dans le cadre du contrat de concession de service public pour la gestion de l'exploitation des services périscolaires et extrascolaires pour l'exercice 2022.

En effet, le code de la commande publique dans ses dispositions relatives à l'exécution du contrat de concession de service public prévoit dans son article L. 3131-5 que le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

L'année 2022 marque la sortie du contexte de crise sanitaire et confirme la possibilité d'un fonctionnement optimum de la SPL Opé.

Les activités attendues, à savoir Accueil périscolaire du matin et du soir, Mercredis Jeunesse et Accueil extrascolaire pendant les vacances ont bien été réalisées. La SPL Opé réalise un total d'heures enfants équivalent à 1 068 118, soit un déficit de 14 % par rapport à 2021. Impact lié à des causes multifactorielles : fin de crise sanitaire, aléa climatique, multiplicité des dispositifs, grille tarifaire, changement de site d'accueil.

Par ailleurs, les actions développées en 2022 lui ont permis de participer en Août à un projet phare de la ville. En effet, ce sont 18 enfants du mercredi de jeunesse de Joinville âgés de 7 à 10 ans qui ont été les lauréats du concours du grand projet « Diony Parks » qui permettra la création du parc urbain du Centre-Ville. Nous signalerons aussi la réalisation en novembre d'une manifestation au Moufia réunissant plus de 350 enfants de 3 à 11 ans dans le cadre des journées internationales des Droits de l'Enfant. Ainsi, en collaboration avec plus de 10 partenaires, ce seront différents ateliers prônant le droit de chacun à s'épanouir et à être heureux en lien avec le projet éducatif de la ville « Ecole du Bonheur » qui leur ont été proposés.

Le montant des produits d'exploitation atteint 7 523 176 € pour des charges chiffrées à hauteur de 7 390 299 € soit un résultat excédentaire de 132 877 €.

On notera la continuité d'une augmentation du chiffre d'affaire toujours liée à la nouvelle grille tarifaire (+ 500 k€) mais tempérée par une baisse des effectifs qui passent ainsi de 3 194 à 2 907 inscrits en Accueil périscolaire et Mercredi Jeunesse (- 100 k€).

Ce produit aura aussi été impacté par le montant des impôts et le montant des dotations aux amortissements et provisions en augmentation (- 500 k€).

La masse salariale quant à elle connaît une stabilité par rapport à 2021 puisque représentant 81 % des charges d'exploitation (+ de 82 % en 2021).

La SPL Opé a atteint un taux d'usage de 78 % dans la dématérialisation du paiement réalisé par les familles et instauré en 2021.

Enfin, son plan de formation des agents en faveur des enfants à besoin particulier lui a permis d'accueillir 41 enfants soit 8 de plus qu'en 2021.

Conformément à la réglementation, je vous demande de prendre acte du rapport 2022 produit par la SPL Opé dans le cadre de la mission de délégation du service public, joint en annexe.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

OBJET **Société Publique Locale "Oser pour l'Education" (SPL Opé)**
Rapport du délégataire pour 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N° 23/6-012 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Madame Christelle HASSEN - Conseillère municipale au nom des commissions « Ville Ambitieuse », « Ville Durable » et « Consultative des Services Publics Locaux » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
(pas de vote)

Prend acte du rapport 2022 produit par la SPL Opé dans le cadre du contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires.

Rapport annuel d'exploitation

Relatif à

la concession de service public des activités
périscolaires et extrascolaires de la Ville de Saint-Denis

SPL Oser Pour l'Éducation II 2022



Table des matières

| | |
|---|------------------------------------|
| PREAMBULE | 4 |
| 1. PRESENTATION GÉNÉRALE DE LA SPL OSER POUR L'ÉDUCATION | 5 |
| 1.1. Fiche signalétique | 5 |
| 1.2. Evolutions juridiques..... | 7 |
| 1.2.1. Relations contractuelles avec la collectivité..... | 7 |
| 1.2.2. Evolutions statutaires et actionnariales | 7 |
| 2. DONNEES COMPTABLES | 8 |
| 2.1. Résultats de la SPL..... | 9 |
| 2.1.1. Les produits d'exploitation..... | 9 |
| 2.1.2. Les charges d'exploitation..... | 10 |
| 2.1.3. Présentation des résultats de la SPL..... | 11 |
| 2.2. Biens mis à disposition..... | 12 |
| 3. ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE | 12 |
| 3.1. Mesures prises pour l'amélioration de la qualité du service rendu | 12 |
| 3.1.1. Le renforcement de l'accueil des enfants en situation de handicap..... | 12 |
| 3.1.2. La dématérialisation des paiements..... | 13 |
| 3.1.3. Les actions innovantes proposées en 2022..... | 13 |
| 3.2. Présentation générale des accueils et du niveau de fréquentation annuelle | 14 |
| 3.2.1. Etat global des heures enfants réalisées | 14 |
| 3.2.2. Les accueils sans hébergement | 15 |
| 3.2.3. L'accueil périscolaire | 16 |
| 3.2.4. Le mercredi jeunesse..... | 17 |
| 3.2.5. Les séjours avec hébergement | 18 |
| 4. COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER | 18 |
| 4.1. La politique tarifaire | 18 |
| 4.2. Gestion des risques..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 4.2.1. Principaux risques et incertitudes sur l'exercice 2022 | Erreur ! Signet non défini. |
| 4.2.2. Contrôle interne et externe..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 4.3. Moyens humains affectés au service | 19 |
| 4.3.1. L'effectif ETP de la SPL..... | 19 |
| 4.3.2. Les taux d'encadrement en vigueur | 20 |
| 5. PREVISIONS 2023 ACTUALISEES..... | 20 |
| 5.1. Périmètre, Exclusions et hypothèses générales retenues | 20 |

| | | |
|--------------------------------|---|-----------|
| 5.2. | Hypothèses d'évolution de l'activité de la SPL | 21 |
| 5.1.1. | Les activités périscolaires et le mercredi jeunesse | 21 |
| 5.1.2. | Les accueils sans hébergement | 21 |
| 5.3. | Hypothèses d'évolution des charges..... | 21 |
| 5.3.1. | Evolution de la masse salariale en 2023..... | 21 |
| 5.3.2. | Evolution des frais directs d'exploitation | 22 |
| 5.3.3. | Evolution des coûts de structure..... | 22 |
| 5.4. | Hypothèses d'évolution des produits | 22 |
| 5.4.1. | Chiffre d'affaires..... | 22 |
| 5.4.2. | Subventions d'exploitation..... | 22 |
| 5.5. | Compte d'exploitation prévisionnel | 23 |
| LISTE DES ANNEXES | | 26 |

PREAMBULE

Le présent rapport a été établi conformément à l'article 20 du contrat de concession de service public des activités périscolaires et extrascolaires de la Ville de Saint-Denis.

Cinq parties composent ce rapport :

- 1- La présentation générale de la SPL ;
- 2- Les données comptables ;
- 3- L'analyse de la qualité du service ;
- 4- Le compte rendu technique ;
- 5- Les prévisions 2023 actualisées.

Les éléments financiers concernant l'exercice 2022 ont été audités sans réserve par le Commissaire aux comptes de la SPL (annexe 6) et approuvés en Assemblée Générale Annuelle Ordinaire en date du 19 juillet 2023.

1. PRESENTATION GÉNÉRALE DE LA SPL OSER POUR L'ÉDUCATION

1.1. Fiche signalétique

Dénomination sociale :

Société Publique Locale Oser Pour l'Éducation

Appellation commerciale :

SPL OPÉ

Date d'immatriculation au RCS :

04 septembre 2019

Objet Social :

Extrait des statuts

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet, dans le domaine de l'action sociale et de l'action socio-éducative, d'accompagner le développement des services aux habitants et à la famille en mettant en place, pour le compte des actionnaires, des services à destination des enfants, des jeunes, des aînés et des publics fragiles.

Elle pourra ainsi assurer notamment :

Le développement et la gestion de structures d'accueil de la petite enfance,

Le développement et la gestion de structures d'accueil périscolaires et d'accueils de loisirs,

Le développement et la mise en place d'offres de services à la personne

La mise en place et la gestion d'animations pour la jeunesse,

La réalisation de prestations de services dans les domaines précités

L'organisation de manifestations locales et d'évènements ponctuels à destination des familles

Elle pourra également assurer la réalisation d'études et de toutes opérations qui sont compatibles avec ces domaines d'activités, qui se rapportent et/ou contribuent à la réalisation de son objet.

Ces activités sont exercées exclusivement pour le compte et à l'initiative des actionnaires de la Société, sur le territoire de ses membres, et pour autant qu'elles s'exercent dans le cadre de conventions conclues conformément aux dispositions d'ordre public.

D'une manière plus générale, la Société pourra passer toute convention appropriée et pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières qui sont compatibles avec cet objet, qui s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra également participer à un groupement d'intérêt économique, mais uniquement dans le cadre de la réalisation de l'objet susvisé et conformément aux pratiques conformes à la loi et aux règlements.

Capital social :

2 520 000 €

Secteur d'activité :

Action sociale sans hébergement

R.C.S. :

Immatriculé sous le N° 850 607 243 au RCS de Saint-Denis de la Réunion

Siège social :

7 ruelle des Sansévérias – 97490 Sainte-Clotilde

Téléphone :

0262 81 72 81

Nombre total d'administrateurs :

7

Présidente Directrice Générale :

Alexandra CLAIN.

Directeur Général Délégué :

François ASERVADOMPOULE

Commissaire aux comptes titulaire :

Patrick PATCHEZ - Cabinet AUDIT CONSEIL PARTNERS

1.2. Evolutions juridiques

1.2.1. Relations contractuelles avec la collectivité

1.2.1.1. Liste des contrats en cours avec la Commune de Saint-Denis

Les contrats en cours sont les suivants :

- a) **La concession de service public** conclue en date du 19 juin 2019. Dans le cadre de ce contrat, la Commune confie à la SPL la gestion des activités périscolaires et extrascolaires sur un périmètre anciennement dévolu à quatre associations.
5 avenants ont modifié la concession de service initiale entre 20219 et fin 2021. Aucune modification de ce contrat est intervenue en 2022. Le montant de la contribution forfaitaire de la Commune accordée dans ce cadre est de 2 900 K€. En outre, le contrat de concession précise que la SPL bénéficie de la mise à disposition gracieuse des locaux affectés aux accueils du public ainsi que de l'offre gratuite des repas dans le cadre des accueils de loisirs et des mercredis jeunesse.
- b) **Le bail professionnel** conclu en date du 02 janvier 2020. Il s'agit des locaux affectés au siège social de la SPL. Le montant mensuel du loyer est fixé à 4 680 €.

1.2.1.2. Autres relations contractuelles

- . Garanties d'emprunt de la Commune : néant
- . Avance en compte courant de la Commune : néant
- . Aides : néant
- . Dividendes distribués aux actionnaires, dont la Commune : néant

1.2.2. Evolutions statutaires et actionnariales

1.2.2.1. Evolutions statutaires

En 2022, la SPL OPE n'a pas connu d'évolution statutaire. La dernière mise à jour des statuts a été effectuée suite au conseil d'administration du 24 juillet 2020 et à l'assemblée générale du 23 septembre 2020. La modification portait sur le transfert du siège social au 7 ruelle Sansévérias à Sainte-Clotilde.

1.2.2.2. Autres évolutions

- . Modification de l'objet social : Néant
- . Evolution de l'actionnariat : Néant
- . Cession d'actions : Néant
- . Modification du capital social : Néant

2. DONNEES COMPTABLES

La situation financière présentée ci-après a été établie conformément aux règles et méthodes comptables habituelles.

Les données financières présentées sont relatives aux activités menées sur le périmètre défini au chapitre 2 du contrat de concession de service public : il s'agit des activités périscolaires, des mercredis jeunesse et des activités extrascolaires sans hébergement.

Les données relatives à l'ensemble des activités menées par la SPL en 2022 figurent toutefois en annexe 5.

Les éléments de comparaison présentés sont établis à partir :

- des données arrêtées dans le compte prévisionnel d'exploitation (CEP) validé au conseil d'administration du 23 novembre 2021 ;
- des données issues des comptes annuels 2021, arrêtés par le conseil d'administration en date du 24 juin 2022.

la répartition des charges et produits 2022 afférant aux activités énoncées ci-dessus a été effectué sur la base des clés de répartition suivante :

| Clés utilisées | description | Comptes concernés |
|--|--|--|
| les heures enfants | indicateur principal du niveau d'activité enregistré sur une structure. Il correspond au nombre d'heures totales passées par l'ensemble des effectifs présents sur la structure d'accueil sur une période donnée | fournitures d'entretien - produits pharmaceutiques - fournitures administratives - assurances - services extérieurs - documentation générale - honoraires - frais de livraison - services bancaires - charge de gestion courante |
| effectifs enfants | Nombre maximal d'enfants enregistrés sur la structure | alimentation |
| effectifs encadrants animation | Nombre d'animateurs employés par type d'accueil (périscolaire, mercredi jeunesse, accueil sans hébergement,...) | formation continue - contribution CSE - autres charges de personnel |
| effectifs adm affectés à l'activité | Il s'agit du nombre de personnel administratif concerné par un type d'accueil | formation continue - contribution CSE - autres charges de personnel |
| Jours de fonctionnement réel | Nombre de jours effectif pendant lequel l'accueil a fonctionné | fournitures non stockable - électricité - locations diverses - téléphone - |
| volume de travail administratif | proportion du temps de travail du personnel administratif affecté à chaque type d'accueil (estimation) | salaires bruts et charges patronales de l'administration, ainsi que les dépenses relatives au fonctionnement du siège : électricité, fournitures adm.,... |

Dans les analyses qui suivent :

- R.2022 désigne les éléments réalisés en 2022 ;
- R.2021 désigne les éléments réalisés en 2021 ;
- B.2022 désigne le budget adopté pour 2022 (CEP).

Les montants présentés sont exprimés en K€.

2.1. Résultats de la SPL

2.1.1. Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2022 sont les suivants :

| LIBELLE | R. 2022 | R. 2021 | B.2022 | Δ R. 2022/ R. 2021 | Δ R. 2022/ B. 2022 |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| Chiffre d'affaires | 2 695 | 2 193 | 2 478 | 23% | 9% |
| Subvention d'exploitation | 4 501 | 4 223 | 4 491 | 7% | 0% |
| Autres produits de gestion courante | 316 | 346 | 249 | -9% | NS |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 7 512 | 6 762 | 7 219 | 11% | 4% |

Globalement, les produits d'exploitation augmentent de 752 K€ (+11%) par rapport à l'année précédente, impactés par l'augmentation du chiffre d'affaires ainsi que celle des subventions d'exploitation.

2.1.1.1. Le chiffre d'affaires

Celui-ci augmente de 502 K€ et dépasse les prévisions établies en la matière (+9% par rapport au budget 2022).

Dans le détail, cette progression du chiffre d'affaires s'explique essentiellement par l'application de la grille tarifaire, qui génère sur 2022 un montant total estimé à 603 K€. 78% de ce montant est réalisé sur le S.1 2022. L'élasticité-prix de nos prestations a donc joué positivement sur notre chiffre d'affaires.

Toutefois, la réduction des effectifs en accueil péri et extrascolaire présentée aux pages 18 et 19 entraîne une diminution des produits de 100 K€, diminuant en partie le gain réalisé.

2.1.1.2. Les subventions d'exploitation

| LIBELLE | R. 2022 | R. 2021 | B.2022 | Δ R. 2022/ R. 2021 | Δ R. 2022/ B. 2022 |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| Chiffre d'affaires | 2 695 | 2 193 | 2 478 | 23% | 9% |
| Subvention d'exploitation | 4 501 | 4 223 | 4 491 | 7% | 0% |
| Autres produits de gestion courante | 316 | 346 | 249 | -9% | NS |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 7 512 | 6 762 | 7 219 | 11% | 4% |

Les subventions d'exploitation pour l'année 2022 augmentent de 280 K€ au regard de l'année précédente en raison de l'impact des aides à l'emploi et des contributions CAF. Cette évolution est conforme aux prévisions budgétaires.

Les aides à l'emploi obtenues en 2022 résultent principalement :

- de l'augmentation du nombre de PEC embauchés ;
- des embauches en PEC effectuées entre août et décembre 2021 pour une durée d'un an et bénéficiant du taux exceptionnel de 80% ;
- des augmentations successives du SMIC horaire, les aides individuelles étant proportionnelles à ce montant.

Par ailleurs, bien qu'en augmentation en raison de l'obtention pour la première année du Bonus Territoire, les contributions obtenues de la CAF sont impactées :

- par la baisse du niveau d'activité enregistré sur l'exercice d'une part ;
- Par le dysfonctionnement lié aux pointages des présences. Le manque à gagner qui en découle est estimé à 48 K€.

2.1.2. Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation augmentent de 12% par rapport à l'exercice 2021 et dépassent les objectifs fixés au CEP.

Les charges d'exploitation se répartissent de la manière suivante :

| LIBELLE | R. 2022 | R. 2021 | B.2022 | Δ R. 2022/ R. 2021 | Δ R. 2022/ B. 2022 |
|---|--------------|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| Achats de m.p. et autres approv. | 279 | 332 | 263 | -16% | 6% |
| Autres achats et charges externes | 634 | 535 | 547 | 19% | 16% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 232 | 129 | 162 | 80% | 43% |
| Charges de personnel | 5 920 | 5 378 | 5 697 | 10% | 4% |
| Autres charges | 7 | 1 | 2 | NS | 250% |
| Dotations aux amortiss. et provisions | 264 | 185 | 53 | 43% | 398% |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 7 336 | 6 560 | 6 724 | 12% | 9% |

2.1.2.1. Les charges de personnel

Les charges de personnel représentent près de 81% des charges totales et augmentent de 10% par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne les salaires bruts, l'augmentation constatée se justifie par :

- des augmentations successives du SMIC depuis le début de l'année 2022 (+6%) ;
- Des primes liées à l'exercice de la fonction tutorale versées en 2022 dans le cadre des accompagnements mis en place auprès des apprentis (+99 K€) et financées par l'OPCO ainsi que celle liées à des motifs divers (remplacements, etc.).

- des provisions sur salaires, liées aux heures de récupérations acquises les années précédentes et aux heures complémentaires et supplémentaires cumulées sur 2022.

2.1.2.2. Les achats et services extérieurs

De manière globale, le montant des achats et services extérieurs reste identique à celui de l'année précédente.

Toutefois, les principales charges constituant ces postes évoluent de manière différenciée.

La charge d'alimentation diminue de 17%, mais reste supérieure aux prévisions budgétaires. Elle s'explique par la révision à la baisse du ratio accordé pour les collations d'une part (en moyenne, 0.55 € en 2022, contre 0.80 en 2021), et de la diminution du volume des commandes en ASH d'autre part.

En revanche, le montant des transports pédagogiques augmente de 40% par rapport à 2021, liée à la suppression progressive des contraintes sanitaires.

Par ailleurs, on peut noter :

- le doublement du montant des honoraires par rapport à 2021, en raison des frais d'avocat en augmentation et du coût de la prestation d'audit demandée par le CSE ;
- des charges supplémentaires liées au déploiement de Concerto : frais de maintenance, commissions bancaires liés aux paiements en ligne (+18 K€) ;

2.1.2.3. Les autres charges

Sur ce point, deux principales observations peuvent être formulées :

. le montant des impôts et taxes est en augmentation par rapport à 2021, conséquence de l'application de la taxe sur salaire à compter de 2022 qui représente 100 K€.

. le montant des dotations aux amortissements et provisions qui augmente de 41% par rapport à l'année précédente, conséquence des risques identifiées à la page 10 d'une part, mais aussi des créances douteuses enregistrées d'autre part.

2.1.3. Présentation des résultats de la SPL

Le bénéfice dégagé par la SPL s'élève à 133 K€, suite au décompte de l'impôt sur les Sociétés d'une part, et de la réserve spéciale de participation d'autre part, conformément à l'accord d'entreprise conclu en début d'année 2022.

Le bénéfice est en diminution par rapport à l'exercice précédent et se situe en dessous des prévisions budgétaires principalement en raison de la reprise de provision de 299 K€ relative à l'application de la TVA sur les contributions publiques intervenue en 2021.

En effet, cette reprise avait été inscrite en 2022 dans le compte d'exploitation prévisionnel, mais a finalement été reprise en en 2021.

| LIBELLE | R. 2022 | R. 2021 | B.2022 | Δ R. 2022/ R. 2021 | Δ R. 2022/ B. 2022 |
|--|------------|------------|------------|-----------------------|-----------------------|
| Produits d'exploitation | 7 513 | 6 762 | 7 219 | 11% | 4% |
| Charges d'exploitation | 7 323 | 6 560 | 6 724 | 12% | 9% |
| Résultat d'exploitation | 190 | 203 | 495 | -6% | -62% |
| Résultat financier | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| résultat courant avant impôt | 190 | 203 | 495 | -6% | -62% |
| Produits exceptionnels | 10 | 22 | 0 | -55% | NS |
| Charges exceptionnelles | 9 | 9 | 0 | 0% | NS |
| Résultat exceptionnel | 1 | 13 | 0 | -92% | NS |
| Impôts sur les bénéfices | 39 | 0 | 100 | NS | -61% |
| Participation des salariés aux résultats | 6 | 0 | 0 | NS | NS |
| BENEFICE | 146 | 216 | 395 | -11% | -79% |

Le détail des charges et produits afférant à la DSP pour l'exercice 2022 sont présentés en annexe 1.

En revanche, les comptes globaux de la SPL figurent dans le rapport de gestion en annexe 5.

2.2. Biens mis à disposition

Concernant les locaux mis à disposition de la SPL, une convention est établie annuellement avec la Ville précisant les salles de classe et écoles concernées par les activités péri et extrascolaires mises en œuvre par la SPL. Aucune modification de la liste des locaux n'a été effectuée en 2022.

De même, aucune dépense de renouvellement n'a été effectuée au cours de l'exercice.

Par ailleurs, aucune disparition ou destruction de biens mobiliers équipant les salles de classe n'a été constatée en 2022.

Enfin, la concession ne comporte pas d'inventaire de biens désignés comme biens de retour.

3. ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

3.1. Mesures prises pour l'amélioration de la qualité du service rendu

3.1.1. Le renforcement de l'accueil des enfants en situation de handicap

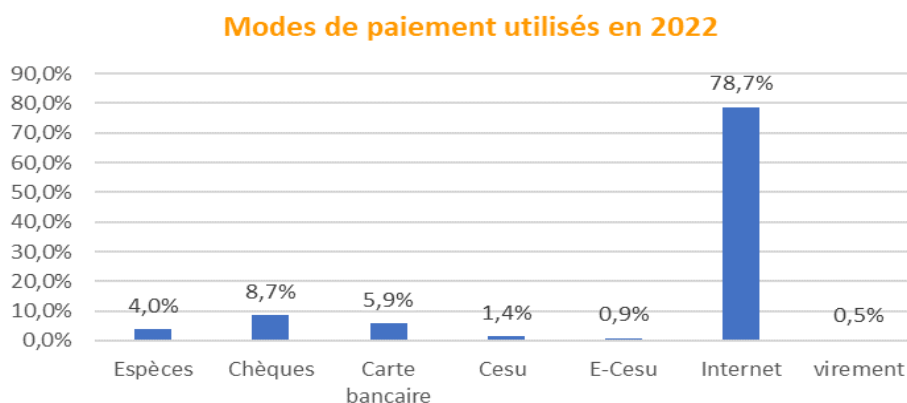
Initié en 2021, l'accueil des enfants en situation de handicap s'est renforcé dans le cadre des accueils périscolaire et extrascolaires. 41 enfants porteurs de handicap ont fréquenté les divers accueils de la SPL et 9 salariés spécifiquement affectés à ces accueils ont été recrutés en renfort des équipes habituelles d'animation.

Cette mesure, qui a bénéficié d'un soutien financier particulier de la Caisse d'Allocations Familiales sur le premier semestre 2022, s'est aussi traduite par :

- la formation du personnel d'encadrement sur les thématiques suivantes : l'autisme, la surdité et la LSF, la protection de l'enfance, ...
- l'accompagnement des familles des enfants en situation de handicap.
- l'acquisition de matériel pédagogique adapté.

3.1.2. La dématérialisation des paiements.

La dématérialisation des paiements a été proposée aux familles à partir de novembre 2021 et s'est généralisée en 2022, la plupart des familles ayant opté pour ces nouveaux modes de paiement.



3.1.3. Les actions innovantes proposées en 2022

Outre les activités traditionnelles proposées régulièrement dans le cadre des différents accueils, la SPL a mené des initiatives impliquant des enfants dans des projets liés à la biodiversité, les droits de l'enfant, l'art et la culture, ainsi que des activités citoyennes. Ces actions ont bénéficié de l'accompagnement de divers partenaires, notamment la ville de Saint-Denis, la cité des arts et l'Office National des Forêts.

1. **Août 2022 – Projet Dionyparks** : En août 2022, la ville de Saint-Denis a organisé une conférence de presse pour présenter le projet Dionyparks, en présence de 18 enfants âgés de 7 à 10 ans du centre de Joinville.

Ces enfants ont participé à un atelier où ils ont imaginé et dessiné ce parc, qui a ensuite été sélectionné par un vote impliquant la participation de 17 000 résidents de Saint-Denis. L'objectif de cette conférence était de présenter le projet et de mettre en valeur le travail accompli par les enfants.

Les enfants ont également eu l'opportunité d'échanger avec Madame La Maire et de s'exprimer devant les caméras lors de la conférence de presse, ce qui leur a permis de partager leur expérience et leurs

idées avec un large public. Cette expérience a été bénéfique et enrichissante pour leur développement personnel et leur confiance en eux.

2. **Août 2022 - Ti Dalon la forêt** : La biodiversité a été au cœur d'une activité ludique et éducative pour 24 enfants de 6 à 11 ans du centre de Joinville, qui ont eu l'opportunité d'utiliser une mallette pédagogique pour explorer et apprendre. Cette initiative a été réalisée en collaboration avec l'ONF, et s'est déroulée sans l'utilisation de tablettes ou de téléphones portables, mais plutôt avec des outils simples tels qu'une boussole et des crayons de couleur, ainsi qu'un terrain de jeu naturel en forêt.

En présence de Madame La Maire et de la Présidente Directrice Générale, les enfants ont pu partager leurs impressions et réfléchir sur ce qu'ils ont appris. Cette initiative est un excellent moyen de sensibiliser les enfants à la préservation de l'environnement et à la conservation de la biodiversité.

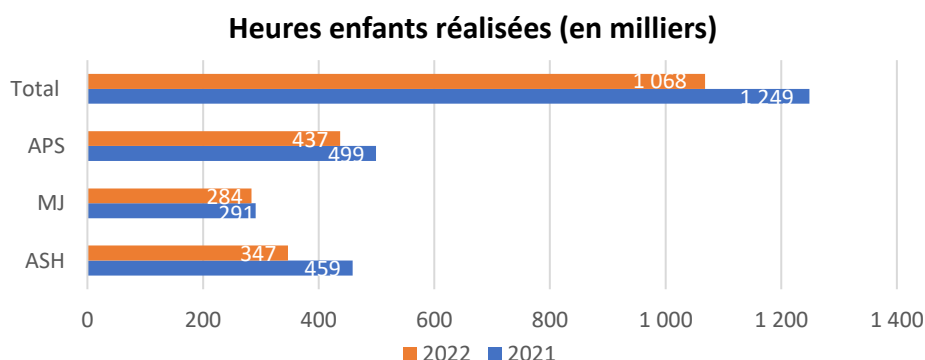
3. **Novembre 2022 - Journée internationale des droits de l'enfant** : Sur le site sportif du Moufia, lors de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant, 360 enfants âgés de 3 à 11 ans, issus de 9 centres de la SPL OPE, ont participé à des ateliers sportifs, d'animation et de prévention ludiques en collaboration avec une dizaine de partenaires. L'objectif était de sensibiliser les enfants aux valeurs telles que le respect des différences, le droit de chacun à s'épanouir et à être heureux.

4. **Décembre 2022 - «Hors les murs »** : La compagnie Belle Pagaille a offert une représentation de son spectacle intitulé "Bleu comme la feuille de l'arbre" à 156 jeunes de 6 à 11 ans, provenant des centres de Champ Fleuri, Joinville, Camélias et Reydellet, dans le cadre d'une initiative "hors les murs". Cette démarche a été rendue possible grâce à notre collaboration avec la cité des arts. Les enfants ont grandement apprécié cette performance interactive et ont participé activement à l'événement.

3.2. Présentation générale des accueils et du niveau de fréquentation annuelle

3.2.1. Etat global des heures enfants réalisées

Le nombre d'heures enfants réalisées, principal indicateur du niveau d'activité de la SPL, connaît en 2022 une diminution globale de 14% par rapport à 2021. Ci-dessous les niveaux réalisés par type d'activité :



Il est nécessaire de préciser que pour le calcul du nombre d'heures enfants sur l'année 2022, une reconstitution des présences manquantes a été effectuée, suite à des difficultés de manipulation et des dysfonctionnements de l'application Concerto mobile (mise en œuvre effective en février 2022)

permettant le pointage quotidien des enfants sur smartphone. Le nombre d'heures reconstituées est estimé à 88 000.

Les heures enfants par structure et par activité sont présentées en annexe 2.

La diminution observée n'est toutefois pas homogène et concerne principalement les accueils sans hébergement ainsi que l'accueil périscolaire.

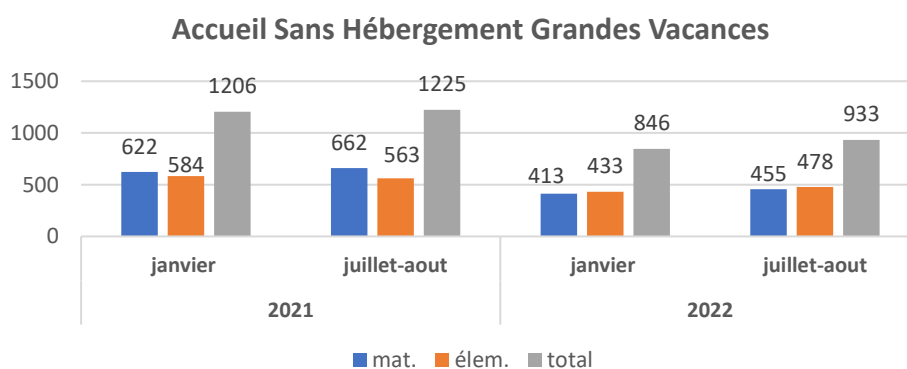
3.2.2. Les accueils sans hébergement

Le nombre total d'heures enfants réalisées sur ces accueils diminuent de 24% par rapport à 2021. Les raisons conduisant à cette situation sont les suivantes :

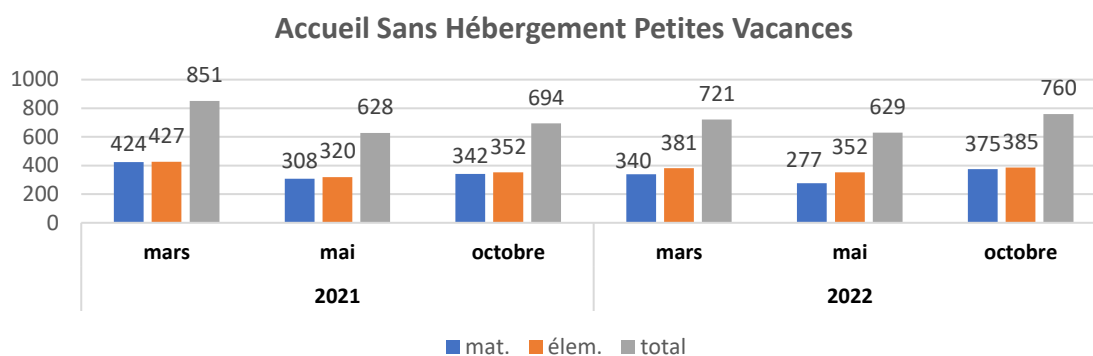
► **une diminution des effectifs accueilli par rapport à l'année précédente sur les ASH grandes vacances** ; On note ainsi sur le graphique ci-contre une baisse des inscrits de 30% en janvier 2022 et de 24% en juillet-aout.

Ces baisses peuvent s'expliquer de manière générale par :

- la mise en place de la grille tarifaire induisant une modification du rapport qualité/prix ;
- la possibilité de réaliser des inscriptions par semaine depuis aout 2021 ;
- l'augmentation de l'offre de places résultant du tissu associatif ou de dispositifs particuliers pour lesquelles les tarifs pratiqués restent inférieurs à ceux de la SPL.



Par ailleurs, sur les petites vacances, on observe une baisse du niveau des heures enfants qui se situe principalement sur le dispositif de mars.



Les raisons de cette diminution sont identiques à celles des grandes vacances.

On notera toutefois, que sur le S.2 2022, le nombre d'inscrits par semaine sur l'ASH d'octobre est en augmentation de 9.5%, au regard de celui enregistré en octobre 2021, rompant ainsi avec la tendance généralement observée depuis le début de l'année.

Il est à noter que les baisses d'effectifs constatées tant sur les petites que sur les grandes vacances ont été localisées principalement sur certains quartiers tels que champ fleuri, bouvet, camélias et Ruisseau blanc.

► ***l'impact de la crise sanitaire*** ; celle-ci s'est traduite par de nombreux désistements sur la période de janvier 2022 où le pic épidémique avait été atteint d'une part, mais aussi par des situations d'isolements individuels ou de groupe réduisant fortement le temps de présence sur les structures d'accueil d'autre part.

En outre, le développement des situations de télétravail dans les entreprises a aussi conduit à la diminution des présences journalières dans les accueils, principalement au premier semestre.

Enfin, en ce qui concerne la répartition des structures d'accueil sur le territoire, la SPL OPE a proposé des accueils sur :

- 27 structures en moyenne pendant les grandes vacances ;
- 20 structures en moyenne pendant les petites vacances.

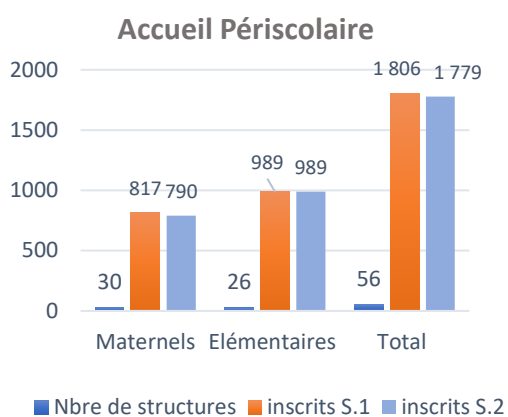
De manière globale, le nombre de structure utilisées pour les dispositifs vacances diminue de 10% par rapport à 2021 en raison des difficultés liées à l'obtention des locaux (travaux, indisponibilité du PV de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité) d'une part, mais aussi de la volonté de concentration des effectifs d'autre part, au vu du niveau parfois insuffisant des effectifs pour un maintien de la structure.

3.2.3. L'accueil périscolaire

On observe une baisse du nombre d'heures enfants de 12% par rapport à 2021 en accueil périscolaire, principalement marquée sur le premier semestre. Cette situation s'explique par :

► ***un nombre de jour de fonctionnement plus faible en 2022*** ; on note une différence de 3 jours par rapport à 2021, due aux fermetures liées aux alertes cycloniques en février.

► ***la réduction des effectifs d'inscrits*** ; la moyenne annuelle des inscrits diminue de 1% par rapport à l'année précédente. Cette tendance à la baisse des effectifs avait déjà été observée dès la rentrée scolaire d'août 2021, eu égard aux évolutions tarifaires survenues sur la période.



En outre, la comparaison entre les deux semestres 2022 fait apparaître une diminution de 1.5% du nombre d'inscrits sur le second semestre, conséquence de la diminution de ce nombre en maternelle (-3%) et du maintien du niveau des inscrits en élémentaires.

Enfin, il est à noter que le nombre de structure d'accueil en périscolaire est inchangé, les structures maternelles représentant 54% du total.

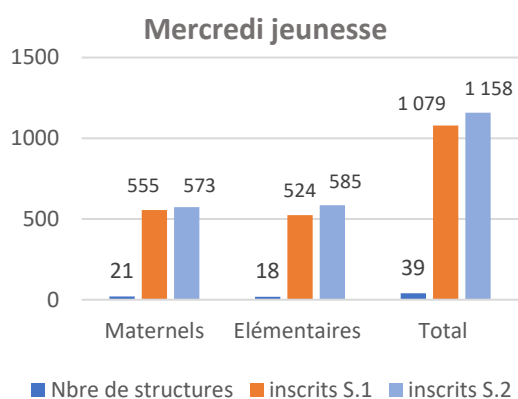
► ***l'absence des enfants aux activités*** ; il est important de noter que la moyenne annuelle des inscrits ne diminue que de 1% au regard de la baisse du niveau d'heures enfants (-12%). Cette situation met donc en lumière un niveau de présence moins marqué particulièrement sur le premier trimestre 2022 résultant de l'impact de la crise sanitaire.

La liste des effectifs moyens d'inscrits accueillis par structure est présentée en annexe 3.

3.2.4. Le mercredi jeunesse

Le nombre total d'heures enfants réalisées en 2022 diminue de 2% par rapport à celui de 2021. Cette baisse masque toutefois une évolution contrastée au niveau des semestres.

Sur le S.1 2022, le nombre d'heures enfants diminue de 11% par rapport au S.1 2021 en raison des mêmes motifs évoqués ; puis sur le second semestre, on observe une augmentation de 8 % des heures enfants réalisées par rapport au S.2 2021.



En revanche, la comparaison des effectifs inscrits par rapport à 2021 montre une augmentation de 1.4% sur le S.1 2022 et une augmentation de 6 % sur le S.2 2022.

Comme pour le périscolaire, le décalage observé entre la variation des heures enfants et celle des effectifs s'explique par l'absence des enfants sur le S.1 2022, résultant de l'impact de la crise sanitaire et des contraintes y afférant.

Par ailleurs, on peut observer une augmentation des effectifs inscrits à la rentrée scolaire d'août 2022, la moyenne des inscrits progressant de 7% d'un semestre à l'autre. Cette tendance confirme le relatif dynamisme de cette activité observée depuis la création de la SPL.

Enfin, le nombre de structures d'accueil ayant fonctionné en 2022 dans le cadre de cette activité demeure inchangé par rapport à celui de 2021.

La liste des effectifs moyens d'inscrits accueillis par structure est présentée en annexe 3.

3.2.5. Les séjours avec hébergement

Contrairement à l'année précédente, le nombre de séjours avec hébergement a été fortement réduit en 2022. Cette situation s'explique essentiellement par une réduction du nombre de dispositifs de colonies apprenantes proposés par les services de la DRAJES ainsi que par la volonté de la SPL de se recentrer sur les activités déléguées.

Ont été proposés durant l'année :

- un séjour de colonie de vacances en mars 2022 à Jacques Tessier accueillant neuf jeunes.
- 2 séjours de colonies apprenantes en octobre 2022, ciblant deux groupes de 16 jeunes.

4. COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER

4.1. La politique tarifaire

La grille tarifaire, appliquée depuis août 2021, induit une tarification basée sur l'appartenance de chaque famille à une tranche de quotient familial précise, permettant ainsi la prise en compte de la composition de chaque famille.

| Tranches | tranche 1 | tranche 2 | tranche 3 | tranche 4 | tranche 5 | tranche 6 | tranche 7 | tranche 8 | tranche 9 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| QF minimum | - € | 351 € | 451 € | 601 € | 801 € | 1 001 € | 1 251 € | 1 501 € | 2001 et + |
| QF maximum | 351 € | 451 € | 601 € | 801 € | 1 001 € | 1 251 € | 1 501 € | 2 001 € | |

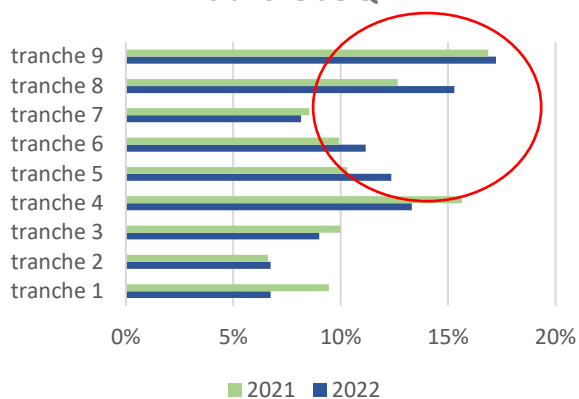
Les évolutions tarifaires découlant de son application ont volontairement été réduites en mercredi jeunesse et en ASH grandes vacances, le principe étant de permettre au plus grand nombre de familles de bénéficier de ces accueils.

Au cours de l'exercice 2022, la SPL a procédé à aucune modification des tarifs pratiqués.

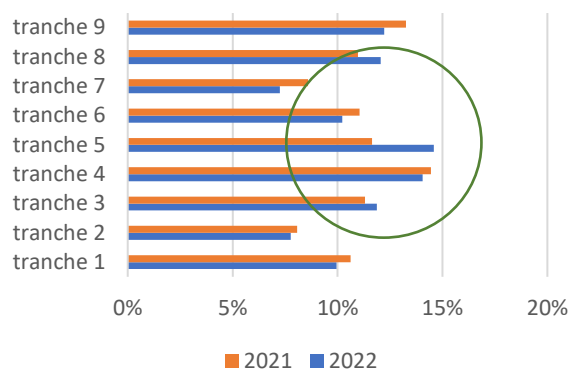
La classification des familles inscrites par tranche de quotient pour l'année 2021 et 2022 fait apparaître un « glissement » des effectifs vers les tranches les plus élevées du barème principalement en accueil périscolaire. Ainsi, la tranche 9 concentre l'effectif le plus élevé, soit 17% du total.

En mercredi jeunesse, on note une diminution sur les premières et la dernière tranche, au profit des tranches intermédiaires (3,5 et 8).

APS - Répartition des usagers par tranche de QF



MJ - Répartition des usagers par tranche de QF



4.2. Moyens humains affectés au service

4.2.1. L'effectif ETP de la SPL

| LIBELLE | Réalisé 2022 | Réalisé 2021 | Δ 2022/ Réalisé 2021 |
|-------------------------|--------------|--------------|-------------------------|
| Non-cadre | 199,2 | 205,5 | -6,3 |
| Personnel animation | 176,0 | 181,5 | -5,5 |
| Personnel administratif | 23,2 | 24,0 | -0,8 |
| Cadre | 5,6 | 5,3 | 0,4 |
| Personnel animation | 0 | 0 | 0 |
| Personnel administratif | 5,6 | 5,3 | 0,4 |
| Total ETP | 204,8 | 210,8 | -5,9 |

On note une diminution de 2.8% des effectifs, concernant principalement le personnel d'animation et s'expliquant essentiellement par la diminution du niveau d'activité évoqué précédemment.

Les taux d'encadrement appliqués par la SPL au niveau des accueils sont supérieurs à ceux imposés par la réglementation en vigueur. En outre, des animateurs supplémentaires sont recrutés afin d'assurer les éventuels remplacements des salariés momentanément absents.

Par ailleurs, en matière de rémunération, l'année 2022 a été marquée par trois augmentations successives du SMIC, correspondant à une progression totale de 6%.

En outre, les accords sociaux conclus sur l'exercice sont :

- l'accord de participation, signé le 10 mars 2022 ;
- les négociations annuelles obligatoires (NAO), signés en date du 18 novembre 2022 prévoyant :
 - . une revalorisation de l'ancienneté ;
 - . le versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat ;
 - . un accompagnement renforcé en matière de santé : un panier de garanties plus avantageux et une prise en charge de l'employeur qui passe de 50 à 74% du coût du panier de base ;
 - . une revalorisation de la valeur faciale du ticket restaurant (+27%).

Enfin, sur décision unilatérale, une prime exceptionnelle de départ à la retraite équivalente à 3 mois de salaire a été proposée aux salariés ayant déjà atteint l'âge légal de départ et souhaitant partir avant la fin de l'année 2022. Au final, aucun salarié n'a bénéficié de cet avantage sur l'exercice.

Les données complémentaires relatives aux moyens humains employés par la SPL sont présentés dans le bilan social 2022 figurant en annexe 4 du présent document.

4.2.2. Les taux d'encadrement en vigueur

Les ratios d'encadrement appliqués par la SPL pour chaque activité sont présentés ci-contre. Les responsables de structures ne sont pas compris dans l'effectif d'encadrement, quels que soient les effectifs accueillis sur la structure

| Libellé | Accueil périscolaire | Mercredi jeunesse | Accueil sans hébergement |
|-----------------------|----------------------|-------------------|--------------------------|
| Accueil de - de 6 ans | 1/10 | 1/8 | 1/8 |
| Accueil de + de 6 ans | 1/14 | 1/12 | 1/12 |

En outre, 18 animateurs supplémentaires ont été recrutés afin d'assurer les remplacements des salariés momentanément absents.

5. PREVISIONS 2023 ACTUALISEES

L'exercice 2023 constitue le premier jalon du plan Bienvenue. Aussi, il s'agira dans un premier temps pour la SPL d'initier le plan Excellence pour engager une évolution rapide de la qualité des prestations, qui se traduira par les actions suivantes :

- optimiser les taux d'encadrement et la stabilisation des équipes de terrain ;
- améliorer la qualité de nos programmes en développant notamment les partenariats, la formation de terrain et investir sur la signalisation visuelle pour identifier les collaborateurs ;

Par ailleurs, il convient d'organiser la SPL afin de faire face aux enjeux qu'elle doit relever :

- réorganiser les services du siège et des équipes de terrain ;
- intégrer des compétences-clés dans un souci de développement ;
- revoir nos achats et optimiser les coûts salariaux pour regagner rapidement des marges de manœuvre financières ;

Enfin, il s'agira d'initier les premiers développements sur les thématiques suivantes :

- intégrer la gestion de la pause méridienne sur les écoles de Saint-Denis ;
- lancer les ACM sur une autre commune ;
- étudier les projets de diversification : centre de formation, petite enfance, centre d'accueil permanent.

5.1. Périmètre, Exclusions et hypothèses générales retenues

Le chiffrage proposé intègre les évolutions prévisibles sur les activités « cœur de métier » de la SPL : l'APS matin et soir, le Mercredi jeunesse et les ASH.

Le chiffrage du budget 2023 est basé sur les hypothèses générales suivantes :

- Inflation : 2% annuel
- Evolution des salaires : 2% annuel
-

5.2. Hypothèses d'évolution de l'activité de la SPL

5.1.1. Les activités périscolaires et le mercredi jeunesse

Les effectifs prévisionnels ont été arrêtés sur la base des inscriptions effectuées à la rentrée scolaire d'août 2022, et d'un maintien de ces derniers sur toute l'année 2023.

Au total, sont prévus 500 000 heures en activités périscolaires et 290 000 heures en mercredi jeunesse.

5.1.2. Les accueils sans hébergement

Les effectifs prévisionnels ont été définies en tenant compte d'une progression de 12% par rapport à l'exercice 2022, qui avait été impactée par la mise en place de la grille tarifaire ainsi que par la crise sanitaire. L'objectif fixé est de retrouver le niveau atteint en 2021, soit 410 000 heures enfants.

5.3. Hypothèses d'évolution des charges

5.3.1. Evolution de la masse salariale en 2023

. La masse salariale sur les structures d'accueil :

La masse salariale 2023 a été évaluée en :

- Intégrant les évolutions d'activité et les taux d'encadrement à respecter ;
- Intégrant l'impact d'une réduction des surencadrements constatés en 2022 et qui seront corrigés progressivement (impact année pleine d'environ 800K€/an).
- intégrant l'ouverture de poste CDI ; Il s'agit donc de pérenniser les emplois suivant des critères de recrutement précis par l'ouverture de 20 postes en CDI (4 responsables de structure et 16 animateurs).

Cette politique permet de constituer un « noyau dur » au sein de chaque structure et de réduire ainsi le montant annuel des primes de précarité.

. La masse salariale sur le siège :

La masse salariale du siège a été évaluée au regard :

- Des évolutions prévues dans le cadre de l'adaptation de l'organisation au plan stratégique. Il s'agit essentiellement de la pérennisation de l'équipe de direction, du recrutement de l'encadrement intermédiaire, de la création de nouveaux services, ...
- Des prévisions de départ à la retraite et de remplacement.

. Formation et accompagnement :

En plus des enveloppes de formation habituelles, le chiffrage intègre une enveloppe de 50K€ au titre de l'accompagnement des collaborateurs sur le plan stratégique et une enveloppe de 100K€ au titre des frais de structuration (coaching, audit, outils, ...).

5.3.2. Evolution des frais directs d'exploitation

Les frais directs d'exploitation intègrent l'impact des évolutions d'activité et l'impact des politiques prévues au plan stratégique :

- **Alimentation** : Prise en compte du surcoût lié à un alignement des menus sur les recommandations de l'Etat et optimisation des principaux marchés dans le courant 2023 conduisant à une économie de 19 K€.
- **Transports** : limitation de la politique de transport dans un esprit de responsabilité sociétale mais aussi pour inciter à valoriser les territoires où intervient la SPL et respecter le rythme des plus jeunes, les enfants de moins de 6 ans, avec une sortie limitée à la matinée.

De ce fait, les budgets économisés, soit un total de 60K€ ont été reportés sur le matériel et les activités pédagogiques.

5.3.3. Evolution des coûts de structure

Les coûts de structure augmentent de 16% du fait de l'intégration d'une enveloppe de 200K€/an nécessaires au financement des actions stratégiques : audit satisfaction clients et actions induites, mise en norme ISO, identification des collaborateurs, ...

Par ailleurs, la masse salariale du siège est en augmentation de 8% en raison du redimensionnement des effectifs. Toutefois, il est nécessaire de préciser que cette restructuration repose sur le principe suivant : financer en grande partie les coûts liés à l'intégration de nouvelles compétences par les fonds dégagés sur les départs à la retraite (un prévisionnel de 4 départs sur 2023).

5.4. Hypothèses d'évolution des produits

5.4.1. Chiffre d'affaires

Les produits ont été valorisés en fonction des évolutions d'activité prévues et sur la base des tarifs pratiqués en 2022.

5.4.2. Subventions d'exploitation

La subvention CAF intègre le bonus territoire ainsi que les prestations de service relatives aux activités péri et extrascolaires.

Par ailleurs, Les aides à l'emploi (ASP) ont été valorisées sur la base d'un effectif de contrats aidés tenant compte des ajustements liés au surencadrement et d'une prise en charge des contrats PEC à 50%. Il s'agit de la valorisation la plus défavorable. Elle s'établit à 300 K€.

5.5. Compte d'exploitation prévisionnel

Sur le périmètre envisagé et, au regard des hypothèses intégrées, le compte d'exploitation relatif à la DSP permet de dégager un résultat bénéficiaire.

| COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL | Perspectives actualisées 2022 | Budget 2023 | Variation 2023 / 2022 |
|--|-------------------------------|--------------|-----------------------|
| Montants exprimés en K€ | | | |
| Produits d'exploitation | 7 205 | 6 935 | -4% |
| Chiffre d'affaires | 2 635 | 2 690 | 2% |
| Particuliers | 2 635 | 2 690 | 2% |
| Subventions d'exploitation | 4 570 | 4 245 | -7% |
| Mairie de Saint-Denis | 2 900 | 2 900 | 0% |
| CAF - Enfance | 970 | 1 045 | 8% |
| ASP - Aides à l'emploi | 700 | 300 | -57% |
| Charges d'exploitation directes | 5 097 | 4 502 | -12% |
| Achats et charges externes | 495 | 570 | 15% |
| Alimentation | 250 | 320 | 28% |
| Activité pédagogique | 58 | 103 | 78% |
| Matériel pédagogique | 50 | 70 | 40% |
| Transport pédagogique | 110 | 50 | -55% |
| Autres | 27 | 27 | 0% |
| Charges de personnel | 4 602 | 3 932 | -15% |
| Salaires et charges | 4 507 | 3 802 | -16% |
| Formation | 96 | 130 | 36% |
| Frais de structure | 2 083 | 2 395 | 15% |
| Achats et charges externes | 400 | 570 | 43% |
| Charges de personnel | 1 479 | 1 600 | 8% |
| Salaires et charges | 1 450 | 1 550 | 7% |
| Formation | 29 | 50 | 71% |
| Impôts et taxes | 165 | 175 | 6% |
| Dotations aux amortissements | 39 | 50 | 29% |
| Résultat d'exploitation | 24 | 38 | 56% |

LISTE DES ANNEXES

- 1. Détail des produits et charges 2022 afférant à la DSP**
- 2. Etat des heures enfants réalisées par structure et par activité**
- 3. Etat des effectifs inscrits par structure et par activité**
- 4. Rapport du commissaire aux comptes 2022**

Annexe 1 – Produits et charges 2022 afférant à la DSP

| PRODUITS 2022 PAR ACTIVITE | | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| compte | Libellé PRODUITS | APS | MJ | ASH | TOTAL |
| 70 | PRODUITS DES ACTIVITES | 1 383 665 € | 725 290 € | 586 314 € | 2695269 |
| 70600000 | Prestations de services | - € | - € | - € | - € |
| 70800000 | Produits social | 1 383 665 € | 725 290 € | 586 314 € | 2 695 269 € |
| 74 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 1 187 761 € | 1 140 376 € | 2 173 253 € | 4 501 390 € |
| 74010000 | Subv. d'exploitation MAIRIE ST DENI | 560 000 € | 670 000 € | 1 670 000 € | 2 900 000 € |
| 74200000 | Subventions DRFIP REUNION | - € | - € | - € | - € |
| 74300000 | Subvention CAF | 228 016 € | 148 022 € | 180 986 € | 557 024 € |
| 74310000 | bonus territoire | 108 354 € | 70 341 € | 86 005 € | 264 700 € |
| 74500000 | Subventions ASP | 246 327 € | 213 040 € | 199 725 € | 659 092 € |
| 74510000 | ASP CONTRAT Apprentissage | 30 274 € | 26 183 € | 24 547 € | 81 004 € |
| 74520000 | Subv Pole emploi Emploi Francs | 14 789 € | 12 790 € | 11 991 € | 39 571 € |
| 75 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 51 € | 33 € | 41 € | 125 € |
| 75800000 | Produits divers de gestion courante | 51 € | 33 € | 41 € | 125 € |
| 76 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 25 € | 16 € | 19 € | 60 € |
| 76400000 | Revenus des VMP | 25 € | 16 € | 19 € | 60 € |
| 77 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 4 327 € | 2 809 € | 3 435 € | 10 571 € |
| 77180000 | Autre produits except/gest° | 2 432 € | 1 579 € | 1 931 € | 5 942 € |
| 77200000 | Produits /exo antérieurs | 482 € | 313 € | 382 € | 1 176 € |
| 77700000 | Quote-part subventions invest. | 1 414 € | 918 € | 1 122 € | 3 453 € |
| 78 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 32 361 € | 21 008 € | 25 686 € | 79 055 € |
| 78150000 | Rep/prov. rsiques & charges exploit | 10 643 € | 6 909 € | 8 448 € | 26 000 € |
| 78174000 | Rep/prov sur dépréciations créances | 21 718 € | 14 099 € | 17 238 € | 53 055 € |
| 79 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | 96 824 € | 62 856 € | 77 026 € | 236 706 € |
| 79100000 | Transferts de charges exploitation | 96 824 € | 62 856 € | 77 026 € | 236 706 € |
| TOTAL DES PRODUITS | | 2 705 014 € | 1 952 388 € | 2 865 774 € | 7 523 176 € |

| CHARGES 2022 PAR ACTIVITE | | | | | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| compte | Libellé CHARGES | APS | MJ | ASH | TOTAL |
| 60 | ACHATS | 180 171 € | 156 466 € | 236 053 € | 572 690 € |
| 60200000 | Alimentations | 135 079 € | 73 639 € | 65 890 € | 274 608 € |
| 60210000 | Hébergement | - € | - € | - € | - € |
| 60220000 | Produits pharmaceutiques | 1 105 € | 23 € | 2 907 € | 4 034 € |
| 60400000 | Achats Etudes/prestations services | 1 865 € | 1 210 € | 1 480 € | 4 555 € |
| 60410000 | Activité Pédagogique | 10 125 € | 20 783 € | 59 281 € | 90 189 € |
| 60420000 | transports pédagogiques | 9 757 € | 48 523 € | 87 734 € | 146 014 € |
| 60610000 | Fournitures non stockables | 5 522 € | 1 652 € | 2 585 € | 9 759 € |
| 60630000 | Fournitures entretien | 6 190 € | 2 694 € | 9 920 € | 18 804 € |
| 60631000 | Petit équipement | 5 390 € | 6 032 € | 3 720 € | 15 142 € |
| 60640000 | Fournitures administratives | 5 138 € | 1 909 € | 2 537 € | 9 585 € |
| 61 | SERVICES EXTERIEURS | 87 259 € | 33 781 € | 44 461 € | 165 501 € |
| 61110000 | Télésurveillance | 196 € | 50 € | 89 € | 335 € |
| 61300000 | locations diverses | 24 512 € | 7 939 € | 11 746 € | 44 197 € |
| 61305000 | Réseau et téléphonie RLCOM | 6 135 € | 2 280 € | 3 029 € | 11 444 € |
| 61350000 | Locations immobilières | 29 497 € | 10 961 € | 14 563 € | 55 020 € |
| 61550000 | Abonnement et logiciels de gestion | 20 454 € | 8 367 € | 9 918 € | 38 738 € |
| 61610000 | Assurances | 4 944 € | 3 210 € | 3 924 € | 12 078 € |
| 61800000 | Services extérieurs divers | 732 € | 463 € | 568 € | 1 763 € |
| 61810000 | Documentation générale | 788 € | 512 € | 626 € | 1 925 € |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 75 311 € | 44 489 € | 54 893 € | 174 693 € |
| 62140000 | Personnel détaché à l'entreprise | 10 758 € | 3 998 € | 5 311 € | 20 067 € |
| 62260000 | Honoraires | 23 520 € | 15 269 € | 18 669 € | 57 457 € |
| 62270000 | Frais d'actes et contentieux | 76 € | 49 € | 60 € | 186 € |
| 62300000 | Publicité, publications, relations | 12 733 € | 8 266 € | 10 107 € | 31 107 € |
| 62570000 | Réceptions | 5 355 € | 1 990 € | 2 644 € | 9 988 € |
| 62620000 | Téléphone | 11 080 € | 7 234 € | 8 821 € | 27 136 € |
| 62700000 | Services bancaires et assimilés | 10 576 € | 6 866 € | 8 394 € | 25 836 € |
| 62880000 | frais divers | 1 213 € | 818 € | 887 € | 2 917 € |
| 63 | IMPOTS ET TAXES | 87 108 € | 67 747 € | 76 840 € | 231 695 € |
| 63110000 | Impot et Taxe | 33 399 € | 28 886 € | 27 080 € | 89 365 € |
| 63330000 | Formation continue | 18 820 € | 16 135 € | 20 583 € | 55 538 € |
| 63331000 | Formation du personnel | 18 708 € | 12 145 € | 14 849 € | 45 702 € |
| 63350000 | Taxe d'apprentissage | 11 302 € | 7 415 € | 10 455 € | 29 172 € |
| 63511200 | Autre impot (CFE, CVAE) | 4 879 € | 3 167 € | 3 872 € | 11 918 € |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 2 131 365 € | 1 565 873 € | 2 223 370 € | 5 920 607 € |
| 64110000 | Salaires appointements | 1 607 755 € | 1 226 409 € | 1 733 218 € | 4 567 382 € |
| 64120000 | Congés payés | 7 643 € | 2 840 € | 3 773 € | 14 256 € |
| 64130000 | Primes et gratifications | 9 184 € | 6 370 € | 9 810 € | 25 363 € |
| 64140000 | Indemnités avantages divers | 41 667 € | 23 418 € | 31 541 € | 96 625 € |
| 64158000 | provisions divers sur salaire | 40 698 € | 15 124 € | 20 093 € | 75 915 € |
| 64510000 | Charges patronales totales (urssaf, prévoyance,etc) | 385 439 € | 263 302 € | 396 739 € | 1 045 480 € |
| 64700000 | Tickets restaurants | 10 746 € | 3 993 € | 5 305 € | 20 045 € |
| 64720000 | versements CSE | 19 040 € | 16 467 € | 15 438 € | 50 944 € |
| 64800000 | Autres charges de personnel | 9 193 € | 7 951 € | 7 454 € | 24 597 € |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 3 008 € | 1 953 € | 2 388 € | 7 349 € |
| 65300000 | Jetons de présence | 733 € | 476 € | 582 € | 1 791 € |
| 65400000 | Pertes /créances irrécouvrables | 1 819 € | 1 181 € | 1 444 € | 4 443 € |
| 65800000 | Charges de gestion courante | 456 € | 296 € | 362 € | 1 115 € |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | - 3 031 € | 8 988 € | 2 760 € | 8 716 € |
| 67120000 | Pénalités et amendes fiscales et pé | 139 € | 90 € | 110 € | 339 € |
| 67180000 | Autre charg except | 2 122 € | 1 378 € | 1 684 € | 5 184 € |
| 67200000 | Charges /exercices antérieurs | - 5 292 € | 7 520 € | 966 € | 3 193 € |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 125 471 € | 61 124 € | 77 617 € | 264 213 € |
| 68111000 | dot/amort. immob. Corp. Et incorp. | 20 514 € | 7 623 € | 10 128 € | 38 265 € |
| 68150000 | Dot/prov. risques & charges expl. | 52 723 € | 19 592 € | 26 029 € | 98 344 € |
| 68174000 | Dot. aux dépréciations des créances | 52 234 € | 33 909 € | 41 460 € | 127 603 € |
| 69 | PARTICIPATION ET IMPOT SUR LES BENEFICES | 19 116 € | 11 514 € | 14 205 € | 44 835 € |
| 69100000 | Participation des salariés résultat | 3 226 € | 1 199 € | 1 593 € | 6 017 € |
| 69510000 | Impôt société | 15 890 € | 10 315 € | 12 612 € | 38 817 € |
| TOTAL DES CHARGES | | 2 705 778 € | 1 951 934 € | 2 732 587 € | 7 390 299 € |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 19 236 € | 454 € | 113 187 € | 132 878 € |

Annexe 2 – Etat des heures enfants par activité (données reconstituées)

| TOTAL | | 437 231 | 283 839 | 347 048 |
|----------------------------|-----------|-------------------------|-------------------|--------------------------|
| Total Maternelles | | 191 892 | 145 348 | 183 302 |
| Total Élémentaires | | 245 339 | 138 491 | 163 746 |
| Structures d'accueil | Catégorie | Activités périscolaires | Mercredi jeunesse | Accueil sans hébergement |
| ALAIN LORRAINE E | E | 4 822 | 5 220 | 3276,5 |
| ANCIEN THEATRE E | E | 4 533 | | |
| ANCIEN THEATRE M | M | 7 925 | | |
| AURORE M | M | 6 890 | 9 569 | 16206 |
| BAIES ROSES E | E | 5 723 | 7 934 | 15998,5 |
| BAIES ROSES M | M | 3 943 | 6 197 | 19536,5 |
| BANCOULIER E | E | 10 467 | 6 820 | |
| BANCOULIERS M | M | 6 511 | 7 722 | |
| BELLEPIERE E | E | 8 979 | 6 998 | |
| BELLEPIERE M | M | 7 644 | 7 236 | |
| BOIS DE NEFLES E | E | 25 956 | 11 844 | 13676,5 |
| BOIS DE NEFLES M | M | 14 042 | 11 862 | 11109 |
| BORY SAINT-VINCENT E | E | 26 736 | 11 867 | 6413 |
| BORY SAINT-VINCENT M | M | 5 265 | | |
| BOUVET E | E | 3 894 | | 4487,45 |
| BOUVET M | M | 1 718 | | 5179 |
| CAMELIAS E | E | 5 376 | 11 289 | 14035,5 |
| CAMELIAS M | M | 5 304 | 6 109 | 15929,483 |
| CANDIDE AZEMA E | E | 10 270 | | |
| CENTRALE E | E | 7 484 | 5 445 | 10423,5 |
| CENTRALE M | M | 5 624 | 5 767 | 15421,5 |
| CHAMP FLEURI E | E | 5 280 | 6 709 | 11862,36 |
| CHAMP FLEURI M | M | 5 228 | 6 282 | 9095,5 |
| CHAUMIER M | M | 1 466 | 2 184 | |
| CHAUMIERE E | E | 3 164 | 2 846 | |
| DOMENJOD FICUS ELEMENTAIRE | E | 7 392 | | 4600 |
| DOMENJOD M | M | 6 871 | | 4039 |
| EGLANTINES E | E | 10 659 | | |
| EGLANTINES M | M | 8 339 | | |
| FRANCOISE MOLLARD M | M | 9 667 | 8 253 | |
| GABRIEL MACE E | E | 10 177 | | |
| GISELE CALMY M | M | 3 381 | 3 971 | |
| GRAND CANAL E | E | 16 730 | 10 818 | 14458 |
| GRAND CANAL M | M | 8 775 | 7 932 | 6945 |
| HENRY DUNANTE E | E | 12 579 | 12 291 | 13606,02 |
| HERBINIER LEBERT E | E | 3 311 | 3 312 | 16240 |
| HERBINIERE LEBERT M | M | 2 391 | 4 772 | 17955 |
| JOINVILLE E | E | 12 158 | 10 199 | 7325 |
| JULES REYDELLET E | E | 10 194 | 7 522 | 9941 |
| LES FLAMBOYANTS M | M | 12 577 | 11 474 | 7521 |
| MICHEL DEBRE E | E | 4 936 | 6 226 | |
| MICHEL DEBRE M | M | 3 185 | 4 796 | |
| MONTGAILLARD M | M | 9 053 | 5 632 | 1961 |
| PHILIPPE VINSON E | E | 5 904 | | |
| PHILIPPE VINSON M | M | 14 427 | | |
| PROVIDENCE M | M | 7 085 | 9 354 | 16275,5 |
| RAYMOND MONDON E | E | 11 096 | | 2696 |
| RIVIERE 2 M | M | 4 309 | | 1498 |
| RUBIS_M | M | 7 375 | 5 996 | 5351,5 |
| RUISSEAU BLANC E | E | 11 672 | 5 542 | 11362 |
| RUISSEAU BLANC M | M | 10 250 | 9 981 | 16807 |
| TOPAZES E | E | 5 846 | 5 610 | 3344,5 |
| TULIPIERS (ANNEXE) M | M | 1 606 | | |
| TULIPIERS (CENTRE) M | M | 2 639 | 3 852 | 1471,5 |
| VAUBAN M | M | 4 419 | | 2097 |
| YLANG YLANG M | M | 3 983 | 6 409 | 8903,95 |

Annexe 3 – Etats des effectifs inscrits par activité (moyenne annuelle)

| TOTAL | | 1 795 | 1 112 |
|----------------------|------------|---------------------|-------------------|
| MATERNELLES | | 806 | 562 |
| ELEMENTAIRES | | 989 | 550 |
| Structures | Catégorie* | Accueil Péricolaire | Mercredi Jeunesse |
| ALAIN LORRAINE E | E | 19 | 19 |
| ANCIEN THEATRE M | M | 39 | 0 |
| ANCIEN THEATRE E | E | 23 | 0 |
| AUORE M | M | 32 | 36 |
| BAIES ROSES M | M | 16 | 24 |
| BAIES ROSES E | E | 26 | 33 |
| BANCOULIERS M | M | 33 | 29 |
| BANCOULIERS E | E | 41 | 27 |
| BELLEPIERRE M | M | 29 | 26 |
| BELLEPIERRE E | E | 35 | 26 |
| BOIS DE NEFLES M | M | 56 | 45 |
| BOIS DE NEFLES E | E | 96 | 47 |
| BORY SAINT-VINCENT M | M | 23 | 0 |
| BORY SAINT-VINCENT E | E | 105 | 47 |
| BOUVET M | M | 8 | 0 |
| BOUVET E | E | 15 | 0 |
| CAMELIAS E | E | 22 | 44 |
| CANDIDE AZEMA E | E | 44 | 0 |
| CENTRALE M | M | 29 | 23 |
| CENTRALE E | E | 34 | 20 |
| CHAMP FLEURI M | M | 17 | 23 |
| CHAMP FLEURI E | E | 20 | 30 |
| CHAUMIERE M | M | 6 | 9 |
| CHAUMIERE E | E | 13 | 11 |
| DOMENJOD M | M | 33 | 0 |
| DOMENJOD E | E | 29 | 0 |
| EGLANTINES M | M | 30 | 0 |
| EGLANTINES E | E | 38 | 0 |
| LES FLAMBOYANTS M | M | 56 | 47 |
| FRANCOISE MOLLARD M | M | 40 | 32 |
| GABRIEL MACE E | E | 36 | 0 |
| GISELE CALMY M | M | 13 | 16 |
| GRAND CANAL M | M | 38 | 31 |
| GRAND CANAL E | E | 76 | 44 |
| HERBINIERE LEBERT E | E | 15 | 13 |
| HERBINIERE LEBERT M | M | 12 | 17 |
| HENRY DUNANT E | E | 50 | 47 |
| JOINVILLE E | E | 51 | 40 |
| JULES REYDELLET E | E | 40 | 29 |
| MICHEL DEBRE M | M | 13 | 17 |
| MICHEL DEBRE E | E | 21 | 24 |
| MONTGAILLARD M | M | 39 | 23 |
| PHILIPPE VINSON M | M | 58 | 0 |
| PHILIPPE VINSON E | E | 25 | 0 |
| PROVIDENCE M | M | 30 | 39 |
| RAYMOND MONDON M | M | 20 | 24 |
| RAYMOND MONDON E | E | 37 | 0 |
| RIVIERE II M | M | 17 | 0 |
| RUBIS M | M | 30 | 23 |
| RUISSEAU BLANC M | M | 40 | 39 |
| RUISSEAU BLANC E | E | 53 | 26 |
| TOPAZES E | E | 25 | 23 |
| TULIPIERS (CENTRE) M | M | 11 | 15 |
| TULIPIERS (ANNEXE) M | M | 6 | 0 |
| VAUBAN M | M | 17 | 0 |
| YLANG YLANG M | M | 15 | 24 |

OPÉ (OSER POUR L'ÉDUCATION)
Société Publique Locale

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**
**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Cabinet ACP
Société de Commissariat aux Comptes,
Membre de la Compagnie régionale de la Réunion
06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis
B 479 736 316 RCS Saint Denis

OPÉ (OSER POUR L'ÉDUCATION)
Société Publique Locale

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**
**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Cabinet ACP
Société de Commissariat aux Comptes,
Membre de la Compagnie régionale de la Réunion
06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis
B 479 736 316 RCS Saint Denis



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

OPE (Oser Pour L'Education)

Société Publique Locale
7, Ruelle des Sanseverias
97490 Sainte Clotilde

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société « OPE » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

.../...



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des comptes annuels « Note sur bilan - Provisions – Tableau des provisions » concernant les impacts comptables des provisions sur les litiges en cours.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et hypothèses retenues, ainsi que la bonne application de ces principes dans le traitement des informations reprises dans les comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 04 juillet 2023 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

.../...



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion ;
- le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

.../...



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation ;
- s'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Denis, le 05 juillet 2023

Le commissaire aux comptes,

ACP

ACP
Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z

Patrick PATCHEZ

Bilan Actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net 31/12/2022 | Net 31/12/2021 |
|--|------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires | 54 625 | 29 409 | 25 216 | 38 827 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 10 183 | 3 674 | 6 509 | 6 033 |
| Autres immobilisations corporelles | 112 763 | 52 033 | 60 730 | 48 274 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | 909 |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées aux participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 675 | | 1 675 | 1 000 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 179 246 | 85 116 | 94 130 | 95 042 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | 1 920 |
| Créances | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 537 856 | 188 979 | 348 876 | 470 935 |
| Autres créances | 834 645 | | 834 645 | 226 060 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 1 200 000 | | 1 200 000 | 600 000 |
| Disponibilités | 1 225 098 | | 1 225 098 | 2 504 349 |
| Charges constatées d'avance (3) | 32 260 | | 32 260 | 29 967 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 3 829 858 | 188 979 | 3 640 879 | 3 833 230 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 4 009 104 | 274 095 | 3 735 009 | 3 928 273 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | | |

Bilan Passif

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 2 520 000 | 2 520 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 8 780 | -232 267 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 137 165 | 240 748 |
| Subventions d'investissement | 4 733 | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 2 670 678 | 2 528 482 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 65 941 | 46 200 |
| Provisions pour charges | 52 603 | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 118 544 | 46 200 |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 950 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 174 456 | 195 555 |
| Dettes fiscales et sociales | 717 030 | 872 953 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 53 351 | 141 139 |
| Produits constatés d'avance (1) | | 143 944 |
| TOTAL DETTES | 945 787 | 1 353 591 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 3 735 009 | 3 928 273 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 944 837 | 1 353 591 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Ecart € | % |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Produits d'exploitation | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue (biens) | | | | |
| Production vendue (services) | 2 943 263 | 2 491 383 | 451 880 | 18,14 |
| Chiffre d'affaires net | 2 943 263 | 2 491 383 | 451 880 | 18,14 |
| <i>Dont à l'exportation et livraisons intracomm.</i> | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | 4 529 951 | 4 303 008 | 226 943 | 5,27 |
| Reprises sur provisions (& amort.), tsf charges | 315 761 | 346 770 | -31 009 | -8,94 |
| Autres produits | 125 | 523 | -398 | -76,09 |
| Total produits d'exploitation (I) | 7 789 100 | 7 141 684 | 647 416 | 9,07 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Achats matières premières et autres approvts | 290 549 | 373 935 | -83 386 | -22,30 |
| Variations de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes (a) | 652 380 | 571 383 | 80 997 | 14,18 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 252 391 | 139 796 | 112 595 | 80,54 |
| Salaires et traitements | 4 948 680 | 4 535 399 | 413 281 | 9,11 |
| Charges sociales | 1 183 518 | 1 104 690 | 78 828 | 7,14 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations: | | | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortiss. | 38 541 | 29 336 | 9 205 | 31,38 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciat. | | | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciat. | 127 603 | 111 073 | 16 530 | 14,88 |
| - Pour risques et charges : dotations aux provis. | 98 344 | 46 200 | 52 144 | 112,87 |
| Autres charges | 9 029 | 1 517 | 7 512 | 495,34 |
| Total charges d'exploitation (II) | 7 601 035 | 6 913 330 | 687 706 | 9,95 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 188 064 | 228 354 | -40 290 | -17,64 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| De participation (3) | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3) | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 60 | | 60 | |
| Reprises sur provisions et dépréciat.et tsf charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob.de placement | | | | |
| Total produits financiers (V) | 60 | | 60 | |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciat. et aux provi | | | | |
| Intérêts et charges assimilées (4) | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placem | | | | |
| Total charges financières (VI) | | | | |
| RESULTAT FINANCIER (V-IV) | 60 | | 60 | |
| RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-I) | 188 124 | 228 354 | -40 230 | -17,62 |

Compte de résultat (suite)

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Ecart € | % |
|---|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | 6 959 | 21 827 | -14 868 | -68,12 |
| Sur opérations en capital | 3 453 | | 3 453 | |
| Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges | | | | |
| Total produits exceptionnels (VII) | 10 412 | 21 827 | -11 415 | -52,30 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | 7 537 | 9 433 | -1 895 | -20,09 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis. | | | | |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 7 537 | 9 433 | -1 895 | -20,09 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | | | | |
| | 2 875 | 12 394 | -9 520 | -76,81 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | 6 142 | | 6 142 | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 47 692 | | 47 692 | |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 7 799 572 | 7 163 511 | 636 061 | 8,88 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 7 662 407 | 6 922 763 | 739 644 | 10,68 |
| BENEFICE OU PERTE | | | | |
| | 137 165 | 240 748 | -103 583 | -43,03 |
| <i>(a) Y compris :</i> | | | | |
| <i>- Redevances de crédit-bail mobilier</i> | | | | |
| <i>- Redevances de crédit-bail immobilier</i> | | | | |
| <i>(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs</i> | | | | |
| <i>(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i> | | | | |
| <i>(3) Dont produits concernant les entités liées</i> | | | | |
| <i>(4) Dont intérêts concernant les entités liées</i> | | | | |

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SA S.P.L OPE (OSER POUR L'EDUCATION)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 3 735 009 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 137 165 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 4 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Règles et méthodes comptables

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|---------------------|---------------|------------|-------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 54 625 | | | 54 625 |
| Immobilisations incorporelles | 54 625 | | | 54 625 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements et aménagements constr | | | | |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 7 796 | 2 388 | | 10 183 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 14 433 | | | 14 433 |
| - Matériel de transport | | 4 305 | | 4 305 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 62 854 | 31 170 | | 94 024 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | 909 | | 908 | |
| Immobilisations corporelles | 85 992 | 37 863 | 908 | 122 946 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | | | | |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 1 000 | 675 | | 1 675 |
| Immobilisations financières | 1 000 | 675 | | 1 675 |
| ACTIF IMMOBILISE | 141 617 | 38 538 | 908 | 179 246 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|---|------------------------|---------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 15 798 | 13 611 | | 29 409 |
| Immobilisations incorporelles | 15 798 | 13 611 | | 29 409 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements, aménagements construc. | | | | |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 1 762 | 1 912 | | 3 674 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 503 | 3 037 | | 3 540 |
| - Matériel de transport | | 703 | | 703 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 28 511 | 19 278 | | 47 789 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 30 776 | 24 930 | | 55 707 |
| ACTIF IMMOBILISE | 46 574 | 38 541 | | 85 116 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 406 435 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 1 675 | | 1 675 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 537 856 | 348 877 | 188 979 |
| Autres | 834 645 | 834 645 | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 32 260 | 32 260 | |
| Total | 1 406 435 | 1 215 782 | 190 654 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|----------------------------|----------------|
| Clients factures à établir | 143 564 |
| Etats - prod. à recevoir | 8 640 |
| Produits à recevoir | 83 689 |
| Total | 235 893 |

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 520 000,00 euros décomposé en 2 520 titres d'une valeur nominale de 1 000,00 euros.

| | Titres au début d'exercice | Titres créés d'exercice | Titres remboursés | Titres en fin d'exercice |
|--------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|
| Actions | 2 520 | | | 2 520 |
| TOTAL | 2 520 | | | 2 520 |

Liste des propriétaires du capital

| | % de détention | Nombre de part ou d'actions |
|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| I. PERSONNES MORALES | | |
| Ville de Saint-Denis | 99,20 | 2 500,00 |
| Ville de la Possession | 0,79 | 20,00 |
| II. PERSONNES PHYSIQUES | | |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 46 200 | 98 344 | 26 000 | | 118 544 |
| Total | 46 200 | 98 344 | 26 000 | | 118 544 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 98 344 | 26 000 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

Diverses provisions ont été comptabilisés pour prendre en compte des risques de divers natures, ci-après le détail des provision pa catégories de risques :

- Provision pour litige prud'hommaux : 65.941 €

Un litige oppose la SPL OPE à 3 salariés, dont une appelée à faire valoir ses droits à la retraite. Ce litige est fondé sur la contestation du calcul de son indemnité de départ à la retraite.

L'avocat de la SPL avait estimé les possibilités d'indemnisation par la SPL à hauteur de 46.200 €. Une provision avait été constituée en 2021 afin de couvrir le risque généré par ce litige. Cette provision a été reprise sur 2022 pour 26.000 €.

Deux nouveaux litiges ont démarré entre la SPL et 2 salariés. Un seul des deux litiges a pu faire l'objet d'une estimation fiable et une provision correspondante de 45.741 € a été comptabilisée.

- Provisions pour risques de diverses natures : 52.603 €

Des provisions ont été comptabilisées afin de tenir compte des risques nés de divers contrôles auxquels la SPL a été soumis sur l'exercice 2022. Ci-après le détail des provisions concernées :

Notes sur le bilan

- * Provision pour risque de reprise CAF (Non conformité encadrement) : 17.143 €
- * Provision pour risque de reprise CAF (Non disponibilité PV CSA) : 27.981 €
- * Provision pour risque de reversement subvention Colonie apprenantes : 7.479 €

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 944 837 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 174 456 | 174 456 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 717 030 | 717 030 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 53 351 | 53 351 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 944 837 | 944 837 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Notes sur le bilan

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|----------------|
| Fournisseurs - fact. non parvenues | 32 153 |
| Dettes prov. congés payés | 94 960 |
| Dettes provis. pr partic. salariés | 6 142 |
| Personnel charges à payer | 139 820 |
| Charges sur congés à payer | 19 061 |
| Organ.sociaux charges à payer | 19 393 |
| Charges à payer | 2 097 |
| Total | 313 626 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d'avance | 32 260 | | |
| Total | 32 260 | | |

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 205 personnes.

| | Personnel |
|--------------|------------|
| Cadres | 6 |
| Non Cadres | 199 |
| Total | 205 |

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Ces engagements n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes annuels.

A la clôture 31/12/2021, la société avait signée un accord d'entreprise ayant des effets en matière d'engagement de retraite. suite à une comparaison avec les modalités de calcul conventionnelles, l'accord à eu pour incidence de réduire l'engagement à 676.737,38 €.

Cet accord prévoit les conditions ci-après en matière d'indemnité de départ à la retraite :

- 0 à 9 ans d'ancienneté : 0 mois de salaire
- 10 à 15 ans d'ancienneté : 1 mois de salaire
- 16 à 20 ans d'ancienneté : 1,5 mois de salaire
- 21 à 25 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- 26 à 30 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire
- 30 à 35 ans d'ancienneté : 5 mois de salaire
- 35 ans et plus d'ancienneté : 6 mois de salaire.

Modalités de calcul de l'indemnité de départ à la retraite

En raison du contexte inflationniste en cours depuis 2022, nous avons opté pour le maintien de l'engagement de retraite calculé au 31/12/2021 étant donné que les hypothèses de calcul de la PIDR 2022, accroissent anormalement le niveau d'engagement en raison des taux d'actualisation qui sont adossés aux taux de marché, ci-après le rappel des hypothèses de calcul 2021.

Hypothèses de calculs retenues

- Départ à la retraite à l'âge 60 ans au minimum et 67 ans au maximum

Autres informations

- Profil de carrière figé
- turn over faible
- taux d'actualisation : 0,98 % (Taux IBOXX au 31/12/2021)
- aucun coefficient de minoration (sexe, décès, catégorie professionnelle)

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

OPE (OSER POUR L'EDUCATION)

Société Publique Locale
7 ruelle des sanseverias
97490 Sainte Clotilde

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article L.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

I. Convention soumise à l'approbation de l'assemblée

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L 225-38 du code de commerce.

II. Conventions déjà approuvées par l'Assemblée

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

.../...

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 500 euros
Société de Commissariat aux comptes, membre de la Compagnie régionale de la Réunion
B 479 736 316 RCS Saint Denis



06, Rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Entité contractante : **MAIRIE DE SAINT DENIS**

Convention n° 1

Bail de location

Objet Le bail porte sur la mise à disposition d'un local situé ruelle Sanseverias à Sainte Clotilde
Modalité de la rémunération La SPL verse un loyer mensuel de 4 680 euros.
Charge comptabilisée en 2022 56 160 euros.

Convention n° 2

Contrat de DSP pour la gestion et l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires

Objet L'actuel contrat de DSP a débuté le 16 juillet 2019 pour une durée de 5 années
Modalité de la rémunération La ville de Saint Denis verse à la SPL OPE une « contribution forfaitaire » annuelle permettant de compenser les obligations de service public qui lui sont imposés dans le cadre de la DSP.
Produit comptabilisé en 2022 2 900 000 euros

Convention n° 3

Avenant n°3 au contrat de DSP pour la gestion et l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires

Objet Harmonisation des méthodes de calcul et les tarifs des différentes associations applicables depuis la rentrée scolaire 2021/2022 et les années suivantes.

Saint Denis, le 05 juillet 2023

Le commissaire aux comptes,

ACP

ACP
Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z
Patrick PATCHEZ

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 500 euros
Société de Commissariat aux comptes, membre de la Compagnie régionale de la Réunion
B 479 736 316 RCS Saint Denis